



Paris, le 13 novembre 2024

COMMUNIQUE DE PRESSE

Alors que le gouvernement a décidé que la santé mentale serait la Grande Cause Nationale 2025, des Présidents de Conseil de surveillance d'EPSM ont décidé d'alerter ce même gouvernement sur la situation très préoccupante de la psychiatrie publique.

Nous professionnels et usagers de la psychiatrie, soutenons pleinement cette démarche car aujourd'hui la priorité est d'assurer les soins de proximité et de soutenir tant la psychiatrie adulte que la psychiatrie des enfants et des adolescents.

Sans un soutien affirmé des établissements publics de santé qui ont une autorisation en psychiatrie, l'accès aux soins psychiatriques de nos concitoyens continuera à être de plus en plus difficile et des territoires entiers n'auront plus d'offre de proximité.

Nous espérons que ces Présidents de Conseil de surveillance, de toute obédience politique, seront entendus. L'avenir de la psychiatrie publique en dépend.

Marie-José CORTES
Présidente du Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux (SPH)

Claude FINKELSTEIN
Présidente de la Fédération Nationale des Associations d'usagers en Psychiatrie (FNAPSY)

Marie-Noëlle PETIT
Présidente de l'Association Nationale des Psychiatres Présidents et Vice-Présidents de Commissions Médicales d'Établissements des Centres Hospitaliers (ANPCME)

Charles-Olivier PONS
Président de l'Union Syndicale de la Psychiatrie (USP)

Christophe SCHMITT
Président de la Conférence nationale des Présidents de Commissions Médicales d'Établissement de Centres Hospitaliers Spécialisés

Norbert SKURNIK
Président par intérim de l'Intersyndicale de la Défense de la Psychiatrie Publique (IDEPP)

Michel TRIANTAFYLLOU
Président du Syndicat des Psychiatres d'Exercice Public (SPEP)